



PNUE

Des emplois verts et décents au service de l'élimination de la pauvreté

Les emplois verts ne concernent pas seulement les entreprises de haute technologie. Des réformes novatrices des politiques économique et environnementale, des mesures fiscales et des investissements verts peuvent empêcher la perte d'intéressantes possibilités d'emploi dans les zones urbaines et rurales; élargir et diversifier le marché de l'emploi local; et contribuer au transfert de technologies et de compétences indispensables à la fois pour l'élimination de la pauvreté à long terme et le développement durable. Les emplois en lien avec la nature et les autres emplois verts peuvent favoriser la prospérité pour tous, tout en préservant les systèmes de soutien de la vie sur Terre et les fondements écologiques de l'économie.

On compte aujourd'hui un milliard de migrants, dont 74 % sont des personnes déplacées dans leur propre pays.¹ Des millions de jeunes migrent vers les zones urbaines chaque mois à la recherche d'un emploi, venant souvent gonfler les rangs des chômeurs urbains et laissant derrière eux une population rurale vieillissante et de plus en plus pauvre avec peu de capital pour stimuler la productivité et la durabilité de manière inclusive.² Persister dans cette voie n'est pas une option dans un monde où les raretés environnementales sont de plus en plus nombreuses, où l'incertitude et les inégalités économiques s'accroissent et où la pauvreté et l'inégalité ne cessent de progresser.

L'Organisation internationale du Travail estime que quelque 600 millions de nouveaux emplois devront être générés à l'échelle mondiale au cours des 10 prochaines années.³ L'incapacité de créer des emplois verts et décents (du point de vue du revenu, des conditions de travail, des droits et de l'offre de protection sociale) ainsi que significatifs (du point de vue de leur contribution au développement durable par le biais de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté) pourrait nuire à la stabilité économique, écologique et sociale de plus en plus fragile de nombreux pays.

Des mesures en faveur d'une économie verte et inclusive, associées à des outils d'action sociale et à des investissements bien ciblés, pourraient accroître le volume, la composition et la qualité de l'emploi, tout en préservant et en renforçant les fondements écologiques de l'économie et en assurant la protection sociale. Les pays à tous les niveaux de développement s'orientent vers une économie plus verte. Par exemple, aux États-Unis, en 2010, 3,1 millions de personnes (2,4 %) travaillaient dans des secteurs intéressant les biens et services environnementaux et ce chiffre est en progression. Au Brésil, 2,9 millions d'emplois verts (6,6 % de l'emploi formel) étaient recensés en 2010 dans les secteurs visant à réduire les dommages à l'environnement.⁴

DES EMPLOIS EN LIEN AVEC LA NATURE

Aujourd'hui, quelque 2,6 milliards de personnes dans le monde tirent leurs moyens de subsistance, soit partiellement soit entièrement, de l'agriculture, 1,6 milliard des forêts, 250 millions de la pêche⁵ et 200 millions de l'élevage.⁶ D'après les estimations, les services écosystémiques et les autres biens non marchands représentent 50 à 90 % des moyens de subsistance totaux des ménages ruraux pauvres.⁷

Le rapport consacré par le PNUE en 2011 à l'économie verte⁸ définit l'agriculture verte comme l'ensemble des pratiques agricoles qui préservent et augmentent la productivité et la rentabilité agricoles; assurent la fourniture de produits alimentaires et de services écosystémiques; remplacent les externalités négatives de l'agriculture par des externalités positives; et reconstituent les ressources écologiques en réduisant la pollution et en utilisant plus efficacement les ressources. Des pratiques telles que la rotation et la diversification des cultures, l'irrigation efficace et l'intégration de l'élevage ont fait grimper la productivité agricole de 59 à 179 %.⁹ On estime qu'à chaque augmentation de 10 % des rendements agricoles est associée une réduction de 7 % de la pauvreté en Afrique et de plus de 5 % en Asie.¹⁰ De même, les investissements dans le pastoralisme durable (par exemple, couloirs de transhumance; services mobiles) peuvent accroître la productivité entre deux à dix fois,¹¹ diminuer les émissions de GES par kilo de viande produite et contribuer à une meilleure résistance à la variabilité climatique que l'élevage intensif. Une agriculture diversifiée et durable protège les emplois existants, empêchant l'accélération de l'exode rural et améliorant les possibilités d'emploi en milieu rural dans la transformation, la commercialisation et les services. L'investissement dans l'agriculture verte pourrait créer 47 millions d'emplois supplémentaires au cours des 40 prochaines années par rapport à un scénario sans changement.

L'écologisation du secteur de la pêche maritime crée des emplois. En 2010, 119 millions de personnes exerçaient une activité dans le secteur de la pêche – 91 % en tant que petits producteurs¹³ – et près de la moitié étaient des femmes. Ces activités de pêche à petite échelle sont souvent moins dommageables pour les ressources naturelles que les activités de pêche semi-industrielles ou industrielles. Par exemple, on estime qu'en 2010, la part des grandes entreprises dans les captures mondiales était de 53 %, alors que leur part dans les prises rejetées ou perdues était de 87 %, représentant 15 millions de tonnes de poissons.¹⁴ Un nombre croissant de pêcheries artisanales, comme celles du Sénégal, ont mis en place des comités de gestion pour réguler et mettre en œuvre des pratiques de pêche prenant en compte les stocks de poissons locaux et tirant parti du savoir local et autochtone et des instruments économiques pour promouvoir des modes de récolte durables et entraînant moins de gaspillage.¹⁵ En outre, la petite pêche durable favorise la création d'emplois communautaires aussi bien dans le traitement et l'expédition post-récolte que dans l'approvisionnement en matériels et appâts.



La pêche de poissons sauvages devenant de plus en plus rare, le nombre de personnes employées dans l'aquaculture a progressé au cours des cinq dernières années de 5,5 % par an, contre seulement 0,8 % dans les pêches de capture.¹⁶ Mais les impacts négatifs sur l'environnement, les communautés et les consommateurs suscitent des inquiétudes. La certification de l'aquaculture durable¹⁷ doit être développée et les innovations technologiques doivent être encouragées. Par exemple, l'Organisation des producteurs de saumons écossais a mis en place un code de bonne conduite pour la pisciculture écossaise, qui couvre, entre autres, les poissons échappés, les cages de mer et les rejets de nutriments.¹⁸

La gestion durable des écosystèmes non seulement garantit la base de ressources naturelles dont dépendent les pauvres, mais peut aussi créer d'importantes possibilités d'emploi. Par exemple, un plan de promotion de la gestion durable des forêts pourrait créer 10 à 16 millions d'emplois supplémentaires dans le monde – pour un coût estimé de 36 milliards de dollars.¹⁹ Les produits forestiers non ligneux, comme les plantes médicinales et comestibles, peuvent générer environ 4 millions de personnes-années d'emploi par an, ainsi que 14 milliards de dollars sous forme d'échanges internationaux et de revenus pour les ménages de subsistance.²⁰ En outre, la participation équitable des communautés locales au secteur des voyages et du tourisme "verts" peut diversifier les moyens de subsistance, tout en assurant la conservation de la biodiversité. Les programmes de travaux publics qui garantissent du travail rémunéré pour la restauration du capital naturel peuvent fournir l'impulsion nécessaire à la protection de l'environnement, tout en faisant sortir des individus de la pauvreté. Plus d'un million de nouveaux emplois ont ainsi été créés par les programmes forestiers de la Chine.²¹

EMPLOIS VERTS ET DECENTS DANS LE SECTEUR DES SERVICES

Les emplois dans la chaîne de recyclage constituent souvent une source de revenu pour les travailleurs ayant un faible niveau d'instruction, pas de compétences monnayables et un accès limité aux actifs productifs. Au Brésil, en Chine et aux États-Unis, le secteur des déchets emploie 12 millions de personnes, la plupart d'entre elles extrêmement pauvres.²² La formalisation de ce secteur par des mesures d'action sociale et des investissements dans les technologies vertes assurera des conditions de travail plus sûres et offrira des possibilités d'acquérir de nouvelles compétences et de diversifier les options d'emploi futures. Dans le même temps, le recyclage minimise la nécessité d'extraire des matières premières et permet des économies d'énergie considérables.

L'innovation dans les institutions, les chaînes d'approvisionnement et les technologies est indispensable pour atteindre le double objectif de l'écologisation de l'économie et de l'amélioration de l'accès des pauvres aux services de base fournis de façon durable. Les logements à faible coût, l'énergie propre, l'eau potable, l'assainissement et les autres services de base peuvent être fournis par les petites et moyennes entreprises (PME) au moyen de technologies efficaces par rapport au coût, générant peu d'émissions de carbone, écologiquement rationnelles et demandant peu d'entretien. Les PME sont d'importants moteurs de croissance dans les économies à faible revenu et représentent pas moins de 90 % de toutes les entreprises en Afrique subsaharienne.²³ Celles dont les activités respectent l'environnement offrent le triple avantage de l'emploi, de l'amélioration de l'accès local aux services de base et de la durabilité environnementale. Le Partenariat Global Village Energy, par exemple, a créé plus de 3000 emplois locaux dans le secteur de l'énergie en Afrique et dans les Caraïbes en soutenant l'entrepreneuriat lié au déploiement de technologies énergétiques propres au niveau local.²⁴

Le secteur des énergies renouvelables emploie 5 millions de personnes dans le monde et continue d'afficher une ascension régulière.²⁵ Par exemple, une étude de l'UE qui a simulé les effets potentiels sur l'emploi de l'investissement d'un milliard d'euros dans les principaux secteurs verts a conclu que près de 100 000 emplois pourraient être créés dans les secteurs des énergies renouvelables, de l'éco-énergie et des transports durables.²⁶ De même, en Chine, la composante verte de la relance budgétaire qui a débuté en 2008 peut créer quelque 5,3 millions d'emplois directs et indirects,²⁷ notamment 430 000 emplois d'ici à 2030 dans les énergies renouvelables²⁸ et près de 900 000 emplois dans l'énergie solaire photovoltaïque d'ici à 2020.²⁹ Au Brésil aussi, près de 52 000 emplois pourraient être créés d'ici à 2018 dans le secteur des systèmes solaires thermiques.

De nouveaux investissements dans les emplois verts et décents sont nécessaires car une grave pénurie de compétences a été mise en évidence dans certains secteurs à croissance rapide, tels que les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Les politiques d'éducation doivent être mieux définies, les enseignants doivent être formés et les partenariats public-privé doivent être encouragés aux fins du renforcement des compétences et des capacités. Les pays devront également investir dans la formation de leur population de façon à pouvoir relever plusieurs nouveaux défis. L'intensification technologique et la "robotisation" peuvent avoir des conséquences négatives sur la main d'œuvre vulnérable, non qualifiée et semi-qualifiée. Globalement, 22 millions d'emplois manufacturiers ont été perdus entre 1995 et 2002, alors que la production industrielle a progressé de 30 %.³⁰ Les programmes devraient viser à donner aux pauvres la formation nécessaire pour pouvoir exercer des emplois verts et décents. Les changements climatiques peuvent également contraindre à l'acquisition de nouvelles compétences. Par exemple, plus de la moitié de la population mondiale vit dans les zones côtières de faible altitude et est menacée par l'élévation du niveau de la mer, qui pourrait conduire à une intensification des migrations et à la nécessité de trouver de nouveaux moyens de subsistance.³¹ Lorsque des compétences existent en matière de création d'entreprises locales, d'établissement de filières commerciales et de constitution de réseaux de clientèle, les avantages des industries vertes pour les pauvres sur le plan de l'emploi sont maximisés.³²

Pour toutes références, se reporter au site : <http://www.unep.org/post2015>

commentaires et questions peuvent être adressés à :
unep.post2015@unep.org

www.unep.org